

Région

SANTÉ

Les malades en fin de vie privés d'accompagnement à cause du Covid

Anne-Camille BECKELYNCK



Les restrictions liées à la crise sanitaire ne permettent plus aux associations d'accompagnement de la fin de vie d'accomplir leur mission. Archives L'Alsace /Christine HART

Les visites étant limitées voire impossibles à l'hôpital, les associations d'accompagnement de la fin de vie ne peuvent presque plus accomplir leurs missions. En plus d'être un crève-cœur pour ces bénévoles dévoués, cette impossibilité met aussi en danger leurs structures.

« 600 morts par jour à cause d'une pandémie, c'est terrible ! Mais qu'est-ce qu'on fait de tous ces gens qui meurent de cancers tout seuls dans leur chambre ? », interroge Thierry Praud. Depuis 2007, il dirige l'association alsacienne Pierre Clément, née en 1984 pour « proposer un accompagnement bienveillant à ceux qui ne peuvent plus guérir ».

Habituellement, la centaine de bénévoles de l'association se rend dans les hôpitaux – le plus souvent dans les unités de soins palliatifs – pour soutenir les patients et leurs familles.

Mais les restrictions d'accès liées au Covid font qu'à l'heure actuelle, 90 % des lieux où ils se rendent habituellement leur sont fermés. Et cette absence ne peut être compensée : « La relation est essentielle dans ce qu'on fait. Une conversation en visioconférence ne remplacera jamais le toucher d'une main ou un regard bienveillant... », constate Marie Stenger, bénévole depuis 2004.

« Les patients qu'on accompagne ont d'autres soucis que le Covid. Ils auraient besoin de contact. Les conditions de la fin de vie sont un sujet essentiel et ça n'a pas été pris en compte dans le cadre de cette pandémie », insiste Thierry Praud.

Il regrette aussi que sa structure n'ait « servi à rien » depuis le début de la pandémie. « Nos bénévoles ont l'habitude de l'hôpital et je ne comprends pas que l'État ne se soit pas appuyé sur cette compétence », s'agace Thierry Praud. « On a été évacués comme si on était "non essentiels", alors qu'on aurait par exemple pu aider les soignants à accueillir les familles. Dans les Ehpad, on aurait pu aller chercher les résidents dans leur chambre pour les amener aux espaces de rencontre où ils voient leurs proches, les aider à s'équiper en protections, soutenir les familles en détresse... »

Au lieu de ça, c'est l'association elle-même qui se sent en détresse, explique-t-il. « En général, on assure 17 000 à 19 000 heures de présence par an auprès des patients. En 2020, on en a fait 6 000, trois fois moins ! Ne pas pouvoir assumer nos missions a une cascade de conséquences : impossibilité de former de nouveaux bénévoles faute de pouvoir leur faire faire un stage pratique, impossibilité de monter de nouveaux projets qui servent de base à des subventions, baisse des dons... On a réussi à équilibrer les comptes l'année dernière mais, cette année, ça va être très compliqué. L'existence de la structure n'est pas en danger dans l'immédiat, mais on court le risque d'une mort sociale faute d'activité. »

La mort est un sujet qu'on aborde facilement, au sein de l'association Pierre Clément. Mais l'idée de la disparition de l'association elle-même leur semble insupportable. Et surtout terrible pour ceux qui ont et auront encore besoin de ses bénévoles. « Ces derniers mois, il y a sans doute beaucoup de personnes qui se sont senties abandonnées... », murmure Marie Stenger.